

Au Kosovo, assassinat d'un opposant serbe

Oliver Ivanovic était en lutte avec le principal parti serbe du jeune Etat

C'est un assassinat qui fait trembler une région fébrile. L'opposant serbe du Kosovo, Oliver Ivanovic, a été tué, mardi 16 janvier, devant ses bureaux, à Mitrovica, dans le nord du pays. Il a été atteint par six balles tirées par des assaillants en voiture qui n'ont pas été identifiés.

Le meurtre est intervenu alors qu'une réunion entre Serbes et Kosovars était prévue à Bruxelles. Elle a été suspendue. Sous l'égide de l'Union européenne – que les deux pays veulent rejoindre –, un dialogue entre les autorités de Pristina et de Belgrade a été lancé en 2013.

Mais les négociations étaient au point mort depuis plusieurs mois, les responsables des deux pays oscillant entre déclarations nationalistes et promesses de discussions pour plaire à Bruxelles. Les hommes au pouvoir dans les deux capitales ont joué un rôle dans la guerre en 1999 entre Pristina et Belgrade, qui a abouti avec l'appui de l'OTAN à l'indépendance du Kosovo, qui n'a pas été reconnue par la Serbie.

Ancien secrétaire d'Etat serbe, chargé du Kosovo de 2008 à 2012, Oliver Ivanovic était opposé au parti de l'actuel premier ministre serbe, Alexander Vucic. Ce dernier, ancien proche de Milosevic, avait pourtant accepté l'accord avec Pristina, sous le contrôle de l'Union européenne. M. Ivanovic était en lutte avec le principal parti serbe du Kosovo, Srpska Lista, lié à Belgrade.

Politiquement isolé

Parlant anglais et albanais, cet homme de 64 ans avait fait l'objet de plusieurs menaces. Sa voiture avait notamment été incendiée en 2017. « Nous sommes dans une situation où les Serbes ont peur de parler », expliquait-il en octobre.

Politiquement, il semblait isolé. Arrêté en 2014, il avait été condamné en janvier 2016, par les juges internationaux d'Eulex, l'instance judiciaire internationale au Kosovo, à neuf ans de prison pour « crimes de guerre contre la population civile », pour avoir ordonné la mort de neuf Albanais à Mitrovica en 1999, pendant les bombardements de l'OTAN contre

les Serbes. Il avait alors été assigné à domicile. Mais la décision avait été annulée en 2017.

Les condamnations de l'assassinat et les appels au calme ont été unanimes de Pristina à Moscou en passant par Bruxelles et Belgrade. « Je suis sûr que cette attaque, quel qu'en soit l'auteur – Serbe, Albanais ou étranger –, vise la famille d'Ivanovic, le nord du Kosovo et les Serbes », a déclaré M. Vucic. ■

SERVICE INTERNATIONAL